

[Texte]

I want to ask you what importance you give to that in your province. Then I would like to ask you a question about your very eloquent words regarding child-care workers. First of all, I wanted to ask you about parent control.

Ms. McDonell: You are asking for my association's position on profit and non-profit?

Senator Spivak: No. I am really asking you what your view is about standards and quality—sorry, quality, because standards are just a way of ensuring quality. It is quality we are talking about here. How is this viewed in your province? I am asking you what the climate is, what the situation is, what the thinking of your association is in terms of parent-controlled centres or family day care homes—that element of parental control.

Ms. McDonell: Are you asking what our position is on having parental representation?

Senator Spivak: Whether that has been given any thought with respect to the actual control of centres. There are no government-run centres in Manitoba. There are no municipal child-care centres. They are community-run by parent boards. They are funded by the provincial government, of course, and subsidized by the federal government, and they are, too, in Quebec I understand. So I am asking what your view is in your province.

Ms. McDonell: Certainly ECEBC has no problem with private practitioners in the sense of operating centres as professionals. I am not absolutely clear on what you are asking.

Senator Spivak: Sorry. Do you not have boards?

Ms. McDonell: We have private day care centres operated by private individuals for profit. We have non-profit boards. There is a real move to non-profit. I would certainly say that we tend to go to that. Originally in British Columbia it was the private operators who really got things going as far as nursery schools and day care were concerned. Now we see more community-operated programs starting up. We see more non-profit centres being run by volunteer societies. We have both.

Senator Spivak: In other words, non-profit boards have parents whose children are users of the service, but you are saying that that is not a major thrust. There is not a major demand for that yet.

Ms. McDonell: No. Probably you should not quote me on this, but I believe that the B.C. Day Care Coalition is really pushing this. It would really like to see non-profit society-run boards. That, because of our membership, has not been a position we have taken. That is not to say we are not terrified at the prospect of large commercial chains operating in British Columbia. At this point in time it has not been a threat

[Traduction]

J'aimerais vous demander quelle importance vous accordez à cette question dans votre province. Ensuite, j'aimerais également vous poser une question au sujet de votre très éloquent plaidoyer en faveur des travailleurs des garderies. Mais tout d'abord, je veux savoir ce que vous pensez du contrôle exercé par les parents.

Mme McDonell: Vous demandez quelle est la position de mon association à l'égard des garderies à but lucratif et des garderies à but non lucratif?

La sénatrice Spivak: Non, j'aimerais connaître votre opinion au sujet des normes et de la qualité; pardon, uniquement de la qualité, parce que les normes ne sont qu'un moyen de s'assurer de la qualité des services. Nous parlons donc de la qualité. Comment envisage-t-on cela dans votre province? Je voudrais savoir quelle est la situation, que pense votre association de garderies contrôlées par les parents, de cet élément important qu'est le contrôle parental.

Mme McDonell: Vous nous demandez notre position sur la représentation parentale?

La sénatrice Spivak: J'aimerais savoir si vous avez réfléchi à cette question, pour ce qui est du contrôle réel des garderies. Au Manitoba, il n'y a pas de garderies gérées par le gouvernement, ni par les municipalités. Elles sont gérées par des conseils d'administration composés de parents. Les garderies sont financées, naturellement, par le gouvernement provincial et elles sont subventionnées par le gouvernement fédéral, comme c'est le cas au Québec je crois. Je voudrais donc savoir ce que vous pensez de cela dans votre province.

Mme McDonell: Le ECEBC ne s'oppose aucunement aux garderies à but lucratif lorsqu'elles sont gérées professionnellement. Mais je ne suis pas tout à fait certaine de ce que vous voulez savoir.

La sénatrice Spivak: Je regrette. N'avez-vous pas des conseils d'administration?

Mme McDonell: Nous avons des garderies privées qui pour les propriétaires doivent être des entreprises rentables. Nous avons aussi des conseils d'administration à but non lucratif. La tendance est maintenant aux organismes à but non lucratif. Je dirais certainement que nous allons dans cette direction. À l'origine, en Colombie-Britannique, ce sont des entrepreneurs privés qui ont mis sur pied des jardins d'enfants et des garderies. Nous voyons maintenant un plus grand nombre de garderies communautaires, à but non lucratif et gérées par des organismes bénévoles. Nous avons les deux.

La sénatrice Spivak: En d'autres mots, les conseils d'administration à but non lucratif sont composés de parents utilisateurs de services, mais vous dites qu'ils ne constituent pas la majorité. La demande pour ce type de garderie n'est pas encore très forte.

Mme McDonell: Non. Je ne peux vous l'affirmer catégoriquement, mais je pense que le B.C. Day Care Coalition favorise cette formule. La coalition aimerait vraiment qu'il y ait des garderies gérées par des conseils d'administration à but non lucratif. Toutefois, étant donné la composition de la coalition, nous n'avons pas pris officiellement position à ce sujet. Ce qui ne veut pas dire que nous ne craignons pas que